

FONDS DE RÉGULATION DES RECETTES

Forte chute des versements et poursuite des prélèvements en 2015

Faiblement alimenté en 2015, le Fonds de régulation des recettes (FRR) a pourtant continué à être sollicité pour financer l'important déficit du Trésor public.

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Les versements au Fonds de régulation des recettes (FRR) ont chuté de plus de 80% durant les 10 premiers mois de l'année 2015 en s'établissant à 255,95 milliards de dinars contre 1 307,36 milliards de dinars durant la même période de 2014. C'est ce que l'agence nationale de presse rapportait hier selon des indications du ministère des Finances.

Quant aux prélèvements opérés à partir de ce Fonds, destinés à financer le déficit du Trésor public, ils ont atteint 1 850 milliards de dinars entre janvier et octobre 2015 contre 2 965,67 milliards de dinars durant la même période de 2014. A rappeler

que les avoirs du FRR, un fonds alimenté par l'écart entre la fiscalité pétrolière effectivement recouvrée et celle budgétisée sur la base de 37 dollars/baril, étaient de 4488,2 milliards de dinars à la fin 2014.

Durant les années précédentes, lorsque le baril de brut valait 100 dollars et plus, le FRR était alimenté dès les mois d'avril-mai de chaque année, alors qu'en 2015, en raison de la chute drastique des cours pétroliers, le fonds n'avait commencé à être alimenté qu'à partir de septembre dernier. Ce qui signifie que le FRR n'a enregistré aucune plus-value durant les huit premiers mois de 2015, alors que les prélèvements ont continué à être opérés.

La fiscalité pétrolière recouvrée durant les dix premiers mois de 2015 a totalisé 1 978,9 milliards de dinars contre 2 885 milliards de dinars durant la même période de 2014, soit une baisse de 31,4% en un an.

La fiscalité budgétisée dans la loi de finances complémentaire 2015 a été de 1 722,94 milliards de dinars.

Quant aux recouvrements de la fiscalité ordinaire, ils ont atteint 1897,65 milliards de dinars durant les dix premiers mois de 2015 contre 1 720,63 milliards de dinars sur la même période en 2014 (+10,3%).

Les recettes budgétaires effectives ont totalisé 4030,19 milliards de dinars durant la même période contre des dépenses budgétaires de 6 244 mds DA, soit un déficit global du Trésor de 2 338,83 milliards de dinars, financé essentiellement à partir du FRR (contre un déficit de



Abderrahmane Benkhalfa, ministres des Finances.

2264,55 milliards de dinars durant la même période en 2014).

A souligner que la moyenne annuelle des prix du brut algérien (le

Sahara Blend) est passée à 52,79 dollars en 2015 contre 99,68 dollars en 2014, en chute de 47% sur un an.

C. B.

INDUSTRIE MÉCANIQUE

Le groupe public établit sa feuille de route à l'horizon 2022

Le Groupe public mécanique s'est doté d'une feuille de route pour la période 2016-2022. Un plan d'actions en termes de modernisation de la production, l'impulsion de nouveaux investissements, le développement de la sous-traitance et la consolidation du partenariat.

Créé à partir de l'ex-SGP Equipag (entreprise publique des industries mécaniques), dans le cadre de la reconfiguration du secteur industriel marchand, le Groupe mécanique repose sur trois filières industrielles (équipements industriels et hydrauliques, machinisme agricole et embarcations de pêche et matériels roulants et de travaux publics).

Doté d'un capital social de 35 milliards de dinars et employant près de 9 000 personnes, ce groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 51 milliards de dinars en 2015.

Ce groupe public impulse effectivement son redéploiement dans le cadre d'un plan d'actions pour la période 2016-2022 et qui a été validé par le Conseil des participations de l'Etat (CPE) en novembre dernier.

Selon son président, Bachir Dehimi, cité hier par l'Agence nationale de presse, le Groupe mécanique signera le mois prochain un contrat de performance.

Ainsi, le groupe s'engagera vis-à-vis du ministère de l'Industrie et des Mines à réaliser ses objectifs, comme il paraphera des contrats de performance avec chacune de ses 38 filiales pour la mise en œuvre de leurs plans d'actions respectifs.

Cette feuille de route est axée autour du développement des activités existantes de ce groupe à travers la modernisation de la gamme des produits et l'amélioration de leur qualité, ainsi que des activités complémentaires telles que la fonderie et la sous-traitance. Finalité de cette feuille de route, la réalisation d'un chiffre d'affaires de 106 milliards de dinars à l'horizon 2022.

Ce que le groupe fabrique actuellement

Actuellement, le groupe est présent sur le marché à travers notamment la fabrication de moissonneuses-batteuses à Sidi-Bel-Abbès (1 000 unités/an), de tracteurs Massey-Ferguson à Constantine (2 000 unités/an), de moteurs Mercedes-Benz-Deutz-MTU à Constantine (25 000 moteurs /an) et des engins de travaux publics de la marque allemande Liebherr (500 engins/an) ainsi que la visserie et boulonnerie industrielles. Récemment, le groupe a créé une société de fabrication de matériels agricoles en partenariat avec le constructeur portugais Galucho, et qui devra entrer en production au cours de l'année 2016 à Sidi-Bel-Abbès.

Un autre contrat a également été conclu avec la société française Piriou pour la construction de grands bateaux de pêche et de servitude à Bouharoun. En plus de véhicules spéciaux pour la Défense nationale, le groupe

produit également des compacteurs de marque espagnole (Europactor) par le biais d'un partenariat avec l'Entreprise nationale des machines de travaux publics (ENMTP, filiale du Groupe public Mécanique). Quant au coût de ces investissements réalisés ou en cours de réalisation, il se chiffre à 42 milliards de dinars dont 4 milliards de dinars en autofinancement.

Cinq nouveaux projets industriels envisagés

Cela étant, Bachir Dehimi indiquera que cinq nouveaux projets industriels dans les domaines de la fonderie, de l'énergie éolienne, des forages et de la voirie ainsi que des vannes pour le secteur des hydrocarbures sont en phase de maturation. Le premier projet, en négociation entre trois partenaires, est celui d'une nouvelle fonderie qui sera installée à Constantine, d'une capacité de 14 000 à 15 000 tonnes/an qui viendra renforcer celles de la même wilaya (3 000 t/an) et celle de Berrouaghia (Alger) d'une capacité de 8 00 t/an et dont une partie sera destinée à l'export.

Ce projet sera réalisé selon la règle 51/49% régissant l'investissement étranger en Algérie, par Etrag (une des filiales du groupe algérien) et le constructeur américain de tracteurs Massey-Ferguson ainsi que d'un fondeur mondial en tant que partenaire technologique. Une partie de la production de cette unité sera destinée à satisfaire les besoins de l'usine des tracteurs Massey-Ferguson (2 000 unités/an) à

Constantine et celle des moteurs Mercedes-Benz dans la même ville (25 000 unités/an), tandis que le reste sera exporté vers les usines du constructeur américain implantées à travers le monde. Dans le domaine des énergies renouvelables, un créneau dans lequel le groupe compte investir pour la première fois, il est prévu la réalisation d'une unité de fabrication d'éoliennes d'une capacité de 3,6 mégawatts. A cet effet, une joint-venture devra être signée prochainement entre Poval (filiale du groupe public) et un partenaire finlandais et, éventuellement, un deuxième partenaire étranger. Ce projet devrait être installé à Berrouaghia ou dans une autre ville des Hauts-Plateaux.

Par ailleurs, le Groupe mécanique va investir dans la fabrication de vannes destinées au secteur des hydrocarbures en partenariat avec le leader français Valco Malbranque avec qui le protocole d'accord a été signé en octobre dernier à Paris. «Les partenaires travaillent actuellement sur le pacte d'actionnariat et le business plan», précise le même responsable selon lequel le contrat de joint-venture pourrait être signé avant fin juin 2016.

Quant au 4^e projet, il concerne la fabrication de matériel de voirie (bennes...) à travers un partenariat devant réunir sa filiale Magi, le groupe SNVI et l'entreprise portugaise Galucho, à travers une société mixte qui devra être créée durant le premier semestre 2016.

Les bennes qui seront produites à Rouiba seront destinées à équiper les camions sortis

des chaînes de montage de la SNVI et, éventuellement, les anciens camions nécessitant une réhabilitation. Le 5^e projet prévu porte sur la fabrication d'outils et d'appareils de forage pour les secteurs de l'hydraulique, de l'énergie et des mines. Un prototype a déjà été produit mais le groupe souhaite trouver un partenaire étranger pour une meilleure maîtrise technologique : «Si nous ne trouverons pas de partenaire, nous étudierons ce que nous pourrions faire avec Sonatrach pour la réalisation de ce projet».

La sous-traitance à booster

L'autre créneau essentiel retenu par la feuille de route du groupe est celui de la sous-traitance qui sera développée à travers la création de filiales spécialisées dans cette activité tout en accompagnant les sous-traitants privés et en établissant des partenariats avec des étrangers. Il s'agit de constituer «un important réseau de sous-traitance qui représente une activité stratégique parce que complémentaire à celle du cœur du métier de la construction mécanique», explique M. Dehimi.

De surcroît, la mise sur pied d'une filiale engineering est également retenue et pour laquelle des négociations sont en cours avec un partenaire français, sachant que le Groupe public mécanique recourt jusqu'à maintenant à l'expertise étrangère pour cette activité.

C. B.

CÉRÉALES, LAIT ET VIANDE BOVINE

L'Algérie n'importera plus d'ici 2019, selon Ferroukhi

L'Algérie compte substituer à l'importation des céréales, du lait et de la viande bovine d'ici 2019. Elle vise également à inscrire dans une logique d'exportation les autres filières qui dégagent des excédents. C'est ce qu'a affirmé le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Intervenant hier, sur les ondes de la radio Chaîne III, Sid-Ahmed Ferroukhi a souligné l'«important» déficit des céréales, du lait et même des viandes rouges notamment la viande bovine. «Dans le contexte actuel, l'objectif est d'accélérer la croissance de ces filières et faire en sorte que d'ici 2019, nous parviendrons à la substitution à l'importation. Quant aux filières qui commencent à dégager des excédents, elles seront inscrites dans une logique d'exportation», dit-il.

Une relance qui, selon lui, cible en premier lieu les filières céréales, lait, viandes rouges, arboriculture et maraîchage. Outre

le développement de l'agro-industrie et de la transformation, le ministre de l'Agriculture estime qu'il faut également cibler l'intégration de ces filières en «interne». «Aujourd'hui, nous pouvons faire beaucoup de progrès sur le blé dur et sur le lait utilisé dans les produits dérivés. Nous n'importons plus de pomme de terre de transformation et nous pouvons même faire beaucoup de progrès dans les semences de la pomme de terre. Idem pour la tomate industrielle où nous avons atteint aujourd'hui un niveau où nous évoluons positivement», explique-t-il.

L'invité de la radio cite à titre d'exemple, le blé dur où aujourd'hui, précise-t-il, la production



Sid Ahmed Ferroukhi.

nationale représente 50% de la consommation. «D'ici 2019, nous pourrions substituer à une partie des importations actuelles de ce produit», assure-t-il. Il rappelle, à cet effet, que l'Algérie est un pays de blé dur. «Nous avons cette capacité de production à la fois sur le plan variétal, sur le plan de zones de production et sur le plan du savoir-faire en céréaliculture.»

Photo : Samir Sid

Toutefois, il précise qu'il n'est pas uniquement question d'assurer la quantité mais aussi la qualité industrielle du produit. «Si nous voulons substituer aux importations, il faut que nous ayons une production nationale quasiment de la même qualité que le produit que nous importons», dit-il encore.

Insistant sur l'importance de disposer aujourd'hui d'une visibilité à moyen terme et d'accélérer les investissements dans ces filières, Sid-Ahmed Ferroukhi est convaincu que dans deux années, l'Algérie pourrait aller vers l'exportation de la tomate industrielle et élargir l'exportation de la datte jusqu'à atteindre entre 50 000 à 60 000 tonnes. Il rappelle qu'annuellement, 20 millions de quintaux de blé, plus de 350 000 tonnes de poudre de lait et 50 000 tonnes de viande bovine sont importés.

Ry. N.